



CHAPITRE 114

CHAPTER 114

Loi constituant en corporation la ville d'Anjou

An Act to incorporate the town of Anjou

[Sanctionnée le 23 février 1956]

[Assented to, the 23rd of February, 1956]

Préambule.

ATTENDU que la corporation municipale de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice a représenté, par sa pétition, qu'elle est désireuse que son territoire soit érigé en municipalité de ville;

Attendu qu'elle est présentement régie par le Code municipal et que les dispositions dudit code sont devenues insuffisantes pour sa bonne administration;

Attendu que son territoire est contigu à plusieurs villes et cités, soit Rivière-des-Prairies, Montréal-Nord, Montréal-Est, Montréal et ville Saint-Léonard-de-Port-Maurice, et qu'il est nécessaire de pourvoir au développement rationnel de ce territoire;

Attendu que pour atteindre ce but et pour desservir sa population qui augmente continuellement, il est nécessaire que son territoire soit érigé en ville, et que des pouvoirs plus étendus soient conférés à son conseil;

Attendu qu'elle est la seule municipalité à faire partie du conseil de comté d'Hoche-
chelaga;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Titre abrégé.

I. La présente loi peut-être citée sous le titre de *Charte de la ville d'Anjou*.

Preamble.

WHEREAS the municipal corporation of the parish of Saint-Léonard-de-Port-Maurice has represented, by its petition, that it wishes to have its territory incorporated as a town municipality;

Whereas it is presently governed by the Municipal Code and the provisions thereof have become inadequate for its proper administration;

Whereas its territory is contiguous to many towns and cities, namely Rivière-des-Prairies, Montreal-North, Montreal-East, Montreal and the town of Saint-Léonard-de-Port-Maurice, and it is necessary to provide for the rational development of such territory;

Whereas to attain this end and supply the wants of its population which is continually growing, it is necessary that its territory be erected as a town and that more extensive powers be bestowed on its council;

Whereas it is the only municipality in the county council of Hoche-
chelaga;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Short title.

I. This act may be cited as the *Charter of the town of Anjou*.

Érection.	<p>2. La municipalité de la paroisse Saint-Léonard-de-Port-Maurice, communément appelée paroisse Saint-Léonard, cesse d'exister, et son territoire se composant des lots 410 à 505 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de la Longue-Pointe ensemble avec les chemins, rues, ruelles, cours d'eau, ruisseau Montigny ou partie d'iceux, renfermés dans les limites ci-dessus décrites, est érigé en une municipalité de ville sous le nom de "ville d'Anjou".</p>	<p>2. The municipality of the parish of Saint-Léonard-de-Port-Maurice, generally called Saint-Léonard parish, shall cease to exist, and its territory, comprising lots 410 to 505 inclusive on the official cadastre of the parish of Longue-Pointe, together with the roads, streets, lanes, streams, the Montigny brook, or any part thereof, included within the limits herein above described, is erected as a town municipality under the name of "town of Anjou".</p>	Erection.
Nom.			Name.
Constitution.	<p>3. Les habitants et contribuables de la paroisse Saint-Léonard-de-Port-Maurice, communément appelée paroisse Saint-Léonard, et leurs successeurs sont constitués en corporation de ville sous le nom de "ville d'Anjou".</p>	<p>3. The inhabitants and ratepayers of the parish of Saint-Léonard-de-Port-Maurice, generally called Saint-Léonard parish, and their successors are incorporated as a town under the name of "town of Anjou".</p>	Incorporation.
Nom.			Name.
Dispositions applicables.	<p>4. La ville d'Anjou sera régie par la Loi des cités et villes et ses amendements, sauf les cas auxquels la présente loi déroge spécialement.</p>	<p>4. The town of Anjou shall be governed by the Cities and Towns Act and its amendments, save where this act specially derogates therefrom.</p>	Provisions to apply.
Succession.	<p>5. La corporation de ville constituée par la présente loi succède aux droits, obligations, propriétés, privilèges, titres, réclamations et actions de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, et la remplacera à toutes fins que de droit.</p>	<p>5. The town corporation hereby constituted shall succeed to the rights, obligations, property, privileges, titles, claims and actions of the municipal corporation of the parish of Saint-Léonard-de-Port-Maurice and shall replace it for all legal purposes.</p>	Succession.
Officiers et employés.	<p>6. Les officiers et employés municipaux de la corporation de la paroisse Saint-Léonard-de-Port-Maurice resteront en fonctions jusqu'à leur démission, remplacement ou renvoi par le conseil de la ville d'Anjou.</p>	<p>6. The present municipal officers and employees of the corporation of the parish of Saint-Léonard-de-Port-Maurice shall remain in office until their resignation, replacement or dismissal by the council of the town of Anjou.</p>	Officers and employees.
Règlements, etc., continués.	<p>7. Tous les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôle d'évaluation, rôle de perception, billets, compte d'impôts, redevances, obligations, listes, bons et autres comptes et documents quelconques maintenant en vigueur, continueront d'avoir leur plein effet et resteront en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, annulés, abrogés, exécutés ou accomplis, à moins qu'ils ne soient incompatibles avec les dispositions de la présente loi.</p>	<p>7. All by-laws, resolutions, minutes, valuation rolls, collections rolls, notes, accounts for taxes, dues, debentures, lists, bonds and other accounts and documents whatsoever, now in force, shall continue to have full effect and shall remain in force until amended, annulled, repealed, executed or accomplished, unless they be inconsistent with the provisions of this act.</p>	By-laws, etc., continued.
Maire et échevins.	<p>8. Les personnes occupant les charges de maire et de conseiller de la corporation de la paroisse Saint-Léonard-de-Port-Mau-</p>	<p>8. The persons in office as mayor and concillors of the corporation of the parish of Saint-Léonard-de-Port-Maurice, at the</p>	Mayor and aldermen.

rice, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, ou leurs successeurs en cas de vacance, deviennent le maire et les échevins respectivement de la corporation constituée par la présente loi, et cesseront de l'être à l'époque de la première élection générale telle que fixée par l'article suivant de la présente loi sous réserve toutefois des dispositions de l'article 50 de la Loi des cités et villes.

time of the coming into force of this act, or their successors in case of vacancy, shall become the mayor and aldermen respectively of the corporation hereby constituted and shall cease to be so at the time of the first general election as fixed by the following section of this act subject however to the provisions of section 50 of the Cities and Towns Act.

S.R.,
c. 233,
a. 17,
remp.
pour la
ville.
Première
élection.

9. L'article 17 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

9. Section 17 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 17,
replaced
for town.

"17. La première élection du maire et des échevins aura lieu le premier jour juridique de novembre 1957, et toutes les autres procédures relatives aux élections seront celles prévues à la Loi des cités et villes.

"17. The first election of the mayor and aldermen shall be held on the first juridical day of November, 1957, and all the other proceedings regarding elections shall be those provided for by the Cities and Towns Act.

First
election.

Deuxième
élection,
etc.

La deuxième élection générale aura lieu le premier jour juridique de novembre 1960. Les élections générales subséquentes auront ensuite lieu tous les trois ans, le premier jour juridique de novembre."

The second general election shall be held on the first juridical day of November, 1960. The subsequent general elections shall be afterwards held every third year, on the first juridical day of November."

Second
election,
etc.

S.R.,
c. 233,
a. 18,
remp.
pour la
ville.
Officier-
rapporteur.

10. L'article 18 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

10. Section 18 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 18,
replaced
for town.

"18. L'officier rapporteur de la première élection sera le secrétaire-trésorier de la ville d'Anjou alors en office."

"18. The returning-officer for the first election shall be the secretary-treasurer, then in office, of the town of Anjou."

Return-
ing-offi-
cer.

S.R.,
c. 233,
a. 26, am.
pour la
ville.

11. L'article 26 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 6°, le suivant:

11. Section 26 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding thereto after paragraph 6, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 26,
am. for
town.

Octrois
autorisés.

"7° Octroyer des deniers:

"7. Grant moneys:

Grants
author-
ized.

a) pour aider, dans la ville ou ailleurs, les sociétés artistiques, littéraires, scientifiques, sportives ou récréatives;

a. to assist, in the town or elsewhere, artistic, literary, scientific, athletic or recreational associations;

b) pour maintenir ou aider à l'établissement et au maintien de bibliothèques publiques, musées publics, centres sportifs ou récréatifs, aux conditions que le conseil pourra imposer. Tous les octrois ainsi appropriés annuellement ne devront pas dépasser la somme de mille dollars et cette somme pourra être distribuée au gré du conseil, par résolution."

b. to maintain or to assist in establishing and maintaining public libraries, public museums and athletic or recreational centers, on such conditions as the council may impose. All the grants so appropriated annually shall not exceed the sum of one thousand dollars and such sum may be distributed by resolution at the will of the council."

S.R.,
c. 233,
a. 30,
remp.
pour la
ville.

12. L'article 30 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Quartiers.

"30. Le conseil par règlement pourra diviser le territoire en autant de quartiers qu'il sera nécessaire dans l'intérêt général de la population.

Sièges des
échevins.

Si le territoire n'est pas divisé en quartiers, le conseil peut, par règlement, désigner que le siège de chaque échevin sera désigné par un numéro, et assigner à chacun le numéro qui désigne son siège. Le conseil pourra, par règlement, donner à chaque quartier, un nom servant à le désigner au lieu d'un numéro, tel que ci-dessus."

S.R.,
c. 233,
a. 103,
am. pour
la ville.

13. L'article 103 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en y ajoutant le paragraphe suivant:

Rési-
dence.

"Il ne sera pas nécessaire que le greffier ou trésorier, ou secrétaire-trésorier, habitent ou résident dans la municipalité."

S.R.,
c. 233,
a. 173,
remp.
pour la
ville.
Élections.

14. L'article 173 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"173. Sous réserve des dispositions des articles 8 et 9 de la présente loi, l'élection générale du maire et des échevins de la ville a lieu tous les trois ans."

S.R.,
c. 233,
a. 181,
remp.
pour la
ville.
Date.

15. L'article 181 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"181. La présentation des candidats à une élection générale a lieu le 25 octobre de midi à deux heures de l'après-midi. S'il arrive que le jour de la présentation prévue par le présent article soit férié, elle a lieu le premier jour juridique suivant, aux mêmes heures."

S.R.,
c. 233,
a. 426,
am. pour
la ville.

16. L'article 426 de la Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 1^o, les suivants:

Lot
requis.

"1^a Édicter qu'aucun permis de construction ne sera accordé à moins que le terrain sur lequel doit être érigée chaque construction projetée ne forme un ou

12. Section 30 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 30,
replaced
for town.

"30. The council may by by-law divide the territory into as many wards as may be necessary in the general interest of the population.

Wards.

If the territory is not divided into wards, the council may, by by-law, enact that the seat of each alderman shall be designated by a number and assign to each the number designating his seat. The council may, by by-law, give to each ward, a name under which it shall be designated, instead of a number, as aforesaid."

Seats of
aldermen.

13. Section 103 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 103,
am. for
town.

"The clerk or treasurer, or secretary-treasurer, shall not be required to live or reside in the municipality."

Resi-
dence.

14. Section 173 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 173,
replaced
for town.

"173. Subject to the provisions of sections 8 and 9 of this act, the general election of the mayor and aldermen of the town shall be held every third year."

Elections.

15. Section 181 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 181,
replaced
for town.

"181. The nomination of candidates at a general election shall be held on the 25th of October from noon to two o'clock in the afternoon. If the nomination day appointed in this section be a holiday, it shall be held on the first juridical day following such date, and during the same hours."

Date.

16. Section 426 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after paragraph 1, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 426,
am. for
town.

"1^a To enact that no building permit shall be granted unless the ground upon which each contemplated building is to be erected appears as one or more lots on a

Lot re-
quired.

des lots sur un plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil."

"cons-
truction"

Dans la disposition ci-dessus, le mot "construction" désigne une construction pour fins résidentielles, commerciales ou industrielles, avec ses dépendances. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions, pour fins agricoles, sur des terres en culture.

Règle-
ment de
construc-
tion et de
zonage.

Toutefois, sans autre formalité que l'approbation du conseil municipal et du ministre des affaires municipales et la publication du règlement en la manière ordinaire, le conseil pourra adopter avant le premier juin 1957 un règlement de construction et de zonage modifiant ou remplaçant les règlements de construction existant à ce sujet lors de la sanction de la présente charte;

Permis
de bâtir.

"1^o Prescrire la manière de présenter un permis de bâtir et fixer les droits à payer à la ville pour l'octroi de ce permis, ces droits ne devant pas excéder cent dollars."

S.R.,
c. 233,
a. 426,
am. pour
la ville.

17. L'article 426 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 9°, les suivants:

Protec-
tion des
arbres.

"9^a Pour empêcher d'abattre, d'endommager ou de détruire les arbres plantés ou conservés pour l'ombre ou l'ornement, tant sur la voie publique que sur la propriété privée et exiger ou non des permis à cette fin;

Peupliers
et saules
prohibés.

"9^b Pour prohiber la plantation de peupliers et de saules, sur une lisière de terrain de vingt pieds le long des rues; réglementer la plantation de tous autres arbres le long des rues sur ladite lisière et décréter qu'aucune plantation d'arbres ne sera faite sans qu'au préalable un permis n'ait été obtenu de l'officier nommé par le conseil.

Coût du
permis.

Le coût d'aucun de ces permis ne peut excéder cinq dollars chacun."

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am. pour
la ville.
Nui-
sances.

18. Le paragraphe 11° de l'article 427 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"11° Pour obliger, dans toute l'étendue de la municipalité, ou dans la section ou les sections que le conseil désigne, le propriétaire ou occupant de tout immeuble, ou celui qui les a déposés, de ramasser et

subdivision plan made and deposited in accordance with article 2175 of the Civil Code.

In the foregoing provision, the word "building" means any building for residential, commercial or industrial purposes, with its dependencies. The provisions of this section shall not apply to buildings erected for agricultural purposes on lands under cultivation.

However, without other formality than the approval of the municipal council and the Minister of Municipal Affairs and the publication of the by-law in the ordinary manner, the council may adopt before the first day of June, 1957, a building and zoning by-law amending or replacing the building by-laws on that subject existing at the time of the sanction of this charter;

Building
and
zoning
by-law.

"1^b. To prescribe the manner in which a permit to build shall be presented and to fix the dues to be paid to the town, for the granting of such permit, which dues shall not exceed one hundred dollars."

Permit
to build.

17. Section 426 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding thereto, after paragraph 9, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 426,
am. for
town.

"9^a. To prevent the felling, damaging or destruction of the trees planted or preserved for shade or ornamental purposes, either on public roads or on private property and to require or not permits for such purpose;

Tree pro-
tection.

"9^b. To prohibit the planting of poplars and willows, on a strip of land twenty feet wide along the streets; to regulate the planting of all other trees along the streets within the said strip and to order that no trees shall be planted unless a permit is first obtained from the officer appointed by the council.

Poplars
and
willows
prohi-
bited.

No such permit shall cost more than five dollars each."

Cost of
permit.

18. Paragraph 11 of section 427 of the Cities and Towns Act, is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am. for
town.
Nui-
sances.

"11. To require, throughout the municipality or in such district or districts as the council may designate, the owner or occupant of any premises, or the person who has deposited the same, to collect

enlever les cendres, eaux sales, immondices, déchets, détrit, fumier, animaux morts, matières fécales et autres matières malsaines ou nuisibles, et d'en disposer; pour pourvoir au ramassage et à l'enlèvement des matières en question et déterminer la manière d'en disposer dans toute l'étendue de la municipalité ou dans les endroits de la municipalité que le conseil désigne, et pour autoriser et surveiller le ramassage et l'enlèvement desdites matières, aux frais de la municipalité ou dudit propriétaire, ou occupant ou de celui qui les a déposés; pour imposer, afin de défrayer le coût de tel service, une taxe sur toute personne ou corporation résidant dans la ville et occupant à titre de propriétaire, de locataire ou d'occupant, une maison ou un établissement dans les limites de la ville, que telle personne dépose des vidanges ou non; pour prescrire le genre, les matériaux et les dimensions des réceptacles dans lesquels doivent être déposés les vidanges;".

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am. pour
la ville.
Services
municipaux
requis.

19. L'article 427 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant, après le paragraphe 32°, le suivant: "33° Pour refuser les permis de construction, à moins que le terrain sur lequel cette construction doit être érigée ne soit pourvu des services municipaux réguliers d'aqueduc et d'égout. La présente disposition ne s'appliquera pas aux terres en culture et non subdivisées."

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la ville.
Ouverture
de rue.

20. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant, après le paragraphe 1°, le suivant: "1°a Pour interdire, après qu'un plan de subdivision a été déposé, qu'il ne soit accordé de permis de construction sur les lots de cette subdivision avant que la rue en front des lots où l'on veut construire n'ait été ouverte par le propriétaire de la terre subdivisée et ensuite dédiée par ce dernier à la municipalité."

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la ville.
Subdivi-
sion de
lots, etc.

21. Le paragraphe 8° de l'article 429 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par les suivants: "8° Pour régler la subdivision, l'annulation de subdivision de terrain en lots à bâtir, en incluant le tracé des rues sur ces terrains situés dans les limites de

and remove ashes, swill, offal, refuse, garbage, manure, dead animals, night-soil, and other unhealthy or offensive matter and to dispose thereof; to provide for the collection and removal and to determine the method of disposal of the same throughout the municipality or in such places in the municipality as the council may designate, and to authorize and direct such collection and removal, either at the expense of the municipality or of such owner or occupant, or of the person who has deposited the same; to impose, in order to defray the cost of such service, a tax on any person or corporation residing in the town and occupying as owner, tenant or occupant, a house or an establishment within the limits of the town, whether such person deposits garbage or not; to prescribe the kind, materials and dimensions of receptacles in which garbage must be deposited;".

19. Section 427 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after paragraph 32, the following: "33. To refuse permits for building, unless the land on which such building is to be erected is provided with the regular municipal water and sewer services. The present provision shall not apply to lands under cultivation and not subdivided."

20. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after paragraph 1, the following: "1a. To prohibit, after a subdivision plan has been filed, that a permit be granted to build on the lots of such subdivision before the street fronting the lots on which it is intended to build, has been opened by the owner of the subdivided land and then given by him to the municipality."

21. Paragraph 8 of section 429 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following: "8. To regulate the subdivision, the cancellation of the subdivision of land into building lots, including the lay-out of the streets on such land situated within the

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am. for
town.
Municipal
services
required.

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
town.
Opening
of street.

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
town.
Subdivi-
sion of
lots, etc.

la municipalité, pour obliger les propriétaires à soumettre leurs plans de subdivisions à l'approbation du conseil au moins quinze jours avant leur présentation au ministre qui a charge du cadastre, pour enregistrement; pour prohiber toute subdivision ou tracé de rues lorsqu'elles ne coïncident pas avec le plan général de la municipalité et pour obliger les propriétaires de rues et ruelles privées à indiquer que lesdites rues ou ruelles n'appartiennent pas à la municipalité;

Lots à
bâtir.

"8°a Pour décréter qu'en fait le propriétaire d'une ferme ou partie d'icelle a loti cette ferme ou partie d'icelle, sans qu'un plan de subdivision de cette ferme ou partie d'icelle ait été soumis à l'approbation du conseil ou déposé au bureau d'enregistrement, que des lots pris à même ont été vendus ou concédés par le propriétaire en vertu de promesses de vente ou contrats similaires consentis aux acheteurs ou à ceux promettant d'acheter lesquels ont bâti sur ces lots ou ont promis d'y bâtir, si, dans l'opinion du conseil, ces lots de terre constituent vraiment par leurs formes et dimensions des lots à bâtir et si, dans son opinion le nombre de ventes ou concessions faites est suffisant pour porter à croire qu'en fait un lotissement a été préparé;

Plan.

"8°b Pour ordonner, dans le cas susmentionné, que le plan de subdivision soit soumis à l'approbation du conseil et que ledit plan de subdivision soit déposé au bureau d'enregistrement après que cette approbation aura été obtenue, le tout dans un délai à déterminer;

Construc-
tion in-
terdite.

"8°c Pour interdire, si le plan de subdivision n'a pas été approuvé et déposé dans le délai prescrit, toute construction sur la ferme en question ou partie d'icelle et ordonner la démolition des bâtiments construits en violation des règlements;

Nivelle-
ment.

"8°d Pour décréter qu'aucun plan de subdivision de terrains en lots à bâtir ne sera approuvé sans la condition que le propriétaire entreprendra d'ouvrir, niveler et drainer les rues prévues par le plan de subdivision, et les offrira ensuite à la municipalité.

Idem.

"8°e Pour interdire, après qu'un plan de subdivision aura été déposé, l'octroi, d'aucun permis à bâtir sur les lots de cette subdivision, tant que la rue de front des

limits of the municipality, to compel proprietors to submit their subdivision plans for the approval of the council, fifteen days at least before their presentation to the Minister in charge of the cadastre, for registration; to prohibit any subdivision or laying out of streets when they do not coincide with the general plan of the municipality, and to compel the owners of private streets and lanes to indicate that such streets and lanes do not belong to the municipality;

"8a. To enact that, in fact, the owner of a farm or part of the same has subdivided such farm or a part thereof into building lots when, without a plan of subdivision of such farm or part thereof having been submitted for the approval of the council or filed in the registry office, portions of the same have been sold or conceded by the owner by promises of sale or similar contracts to purchasers or to those promising to purchase who have built thereon or promised to build thereon, if, in the opinion of the council, such portions of land are of such form and dimensions as to truly constitute building lots and if in its opinion, the number of sales or concessions made is sufficient to lead to the belief that a subdivision has in fact been prepared;

Building
lots.

"8b. To order in the above mentioned cases that the subdivision plan be submitted for the approval of the council and that the said subdivision plan be filed in the registry office, after such approval is obtained, the whole within such delay as it shall determine;

"8c. To forbid, failing approval and filing of the subdivision plan in the delay prescribed, any building on the farm or part thereof in question and to order the demolition of the buildings constructed in contravention of the by-laws;

Building
prohi-
bited.

"8d. To order that no subdivision plan dividing land into building lots shall be approved except on condition that the owner undertake to open, level and drain the streets provided for by the subdivision plan and then offer them to the municipality;

Leveling.

"8e. To forbid, after a subdivision plan has been filed, that a permit be granted to build on the lots of such subdivision until the street fronting the lots on which it is

Idem.

lots sur lesquels on a l'intention de bâtir n'aura pas été ouverte, nivelée et drainée par le propriétaire du terrain subdivisé et offerte par lui à l'autorité municipale."

S.R.,
c. 233,
s. 429,
am. pour
la ville.

Circula-
tion inter-
romptue.

Enlève-
ment de
véhicule
stationné.

22. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant, après le paragraphe 11°, les paragraphes suivants:

"11°a Pour interrompre la circulation dans les rues de la ville, lorsqu'on y exécute des travaux de voirie y compris l'enlèvement et le déblayement de la neige et dans tous cas d'urgence;

"11°b Pour enlever, remorquer tout véhicule stationné, qui nuirait aux travaux ou opérations et au besoin le touer ailleurs y compris à un garage, aux frais du propriétaire, qui ne pourra en recouvrer possession que sur paiement des frais de touage et d'entreposage."

S.R.,
c. 233,
s. 429a,
aj. pour
la ville.

Billet
d'assigna-
tion.

23. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 429, le suivant:

"**429a.** Dans les cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et la sécurité publique, l'agent de la paix, constatant cette infraction peut remplir sur les lieux mêmes ou ladite infraction a été commise, un billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction et remettre au conducteur du véhicule, ou déposer dans un endroit apparent dudit véhicule, ou lui envoyer par la poste à son domicile ou place d'affaires, une copie de ce billet, et en apporter l'original au bureau de la corporation.

Paiement
pour
éviter
plainte.

Toute personne en possession de ce billet d'assignation, peut éviter qu'une plainte soit portée contre elle, en se présentant au bureau de la corporation de la ville et en y payant à titre d'amende, une somme d'au plus cinq dollars. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui est donné par le secrétaire-trésorier libèrent ladite personne de tout autre pénalité relativement à l'infraction par elle commise. Si la personne en possession de ce billet d'assignation refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai qui y est mentionné, une plainte peut être portée contre elle conformément à la loi.

intended to build has been opened, levelled and drained by the owner of the subdivided land and then offered by him to the municipal authority."

22. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 11, the following paragraphs:

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
town.

"11a. To interrupt traffic in the streets of the town, when work on roads, including the removal and clearing of snow, is in progress there, and in all cases of emergency;

"11b. To remove and tow any parked vehicle which would hinder the work or operations and if need be to remove it elsewhere including to a garage, at the expense of the owner who shall recover possession thereof only on paying the towing and storage costs."

Closing of
traffic.

Removal
of parked
vehicle.

23. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after section 429, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 429a,
added
for town.

"**429a.** In cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic and public safety, the police officer to whom notice of such infraction has come may fill out, at the place where such infraction has been committed, a notice of summons stating the nature of the infraction, and shall deliver to the driver of the vehicle or deposit in a conspicuous place on the said vehicle, or send him by mail to his home or business address, a copy of such notice and bring the original thereof to the office of the corporation.

Notice of
summons.

Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the office of the town corporation and by paying thereat a sum of not more than two dollars as fine. The payment of the said fine and the receipt therefor given to him by the secretary-treasurer shall free the said person from any other penalty in connection with the infraction committed by him. If the person in possession of such notice refuses or fails to conform thereto within the delay therein mentioned, a complaint may be lodged against him, according to law.

Payment
to avoid
com-
plaint.

S.R.,
c. 233,
a. 439,
remp.
pour la
ville.
Taxe
spéciale.

24. Le premier alinéa de l'article 439 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"439. Le conseil peut, dans le but de rencontrer les sommes dépensées pour la construction d'aqueducs, puits publics, citernes ou réservoirs et les intérêts des dites sommes et de créer un fonds d'amortissement, imposer par règlement sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles de la municipalité, une taxe spéciale annuelle proportionnée à l'étendue du front de ces immeubles ou leur superficie ou leur évaluation."

S.R.,
c. 233,
a. 440,
remp.
pour la
ville.
Respon-
sabilité
pour
taxes.

25. L'article 440 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"440. Cette taxe spéciale est imposée et prélevée même dans le cas où les propriétaires ou occupants de ces immeubles ne se serviraient pas de l'eau de l'aqueduc pourvu que la ville ait signifié à ces propriétaires ou occupants qu'elle est prête à conduire l'eau à ses frais, jusqu'à l'alignement de la rue vis-à-vis leurs terrains respectifs."

S.R.,
c. 233,
a. 440a,
aj. pour
la ville.

26. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 440, l'article 440a:

Compensation
pour eau
et égouts.

"440a. La ville pourra faire, amender ou abroger des règlements pour exiger, en sus de toute taxe pour l'établissement ou l'entretien d'aqueducs, d'égouts, de puits ou de réservoirs, une compensation pour l'eau ou pour le service d'égout, d'après un tarif qu'elle juge convenable, de tout propriétaire ou occupant d'une maison, magasin ou autre bâtiment, que ces derniers se servent de l'eau ou des égouts ou ne s'en servent pas, si, dans ce dernier cas, le conseil leur a signifié qu'il est prêt à amener l'eau ou les égouts, à ses frais, jusqu'à l'alignement de la rue vis-à-vis leurs terrains respectifs."

S.R.,
c. 233,
a. 472,
am. pour
la ville.

27. L'article 472 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 1°, le suivant:

24. The first paragraph of section 439 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 439,
replaced
for town.

"439. The council may, by by-law, in order to meet the sums expended in the construction of waterworks, public wells, cisterns or reservoirs, and the interest thereon, and to create a sinking-fund, impose on all the owners or occupants of immoveables in the municipality an annual special tax, proportionate to the frontage of such immoveables or their area or their valuation."

Special
tax.

25. Section 440 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 440,
replaced
for town.

"440. Such special tax shall be imposed and levied, even upon the owners or occupants of such immoveables not availing themselves of the water from the waterworks; provided that the town has notified such owners or occupants, that it is prepared, at its own expense, to bring the water to the line of the street opposite their respective lands."

Liability
on taxes.

26. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 440, section 440a:

R.S.,
c. 233,
s. 440a,
added
for town.

"440a. The town may make, amend or repeal by-laws to require, in addition to any tax for the construction or maintenance of waterworks, sewers, wells or reservoirs, a compensation for the water or sewers provided, at a rate that it shall deem convenient, from any owner or occupant of any house, shop or other building, whether the latter avail themselves or not of the water or sewers, if, in the latter case, the council has notified them that it is prepared, at its own expense, to bring the water or sewers to the line of the street opposite their respective lands."

Compensation
for water and
sewers.

27. Section 472 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after paragraph 1, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 472,
am. for
town.

Nuisances.

"1^a Pour décréter que le fait par le propriétaire d'un lot vacant, bâti ou non, de laisser pousser sur ledit lot, des branches, broussailles et longues herbes, ou d'y laisser des ferrailles, déchets, détritiques, papiers ou bouteilles vides, ou d'employer ce lot ou une partie de ce lot ou une construction y érigée pour garder des animaux ou volailles de basse-cour, constitue une nuisance, et pour imposer des amendes aux personnes qui laissent exister telles nuisances, et pour prescrire les mesures propres à les empêcher."

S.R.,
c. 233,
a. 500,
rempl.
pour la
ville.
Augmen-
tation ou
réduction
d'estima-
tion.

28. L'article 500 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**500.** Si, après que le rôle d'évaluation a été homologué, quelque propriété immobilière acquiert une augmentation de valeur à raison de nouvelles constructions, addition ou améliorations, ou de subdivisions en lots à bâtir, dans le cas de terres en culture, ou subit une diminution de valeur soit par incendie, démolition ou pour toute autre cause, le conseil peut, s'il juge que cette augmentation ou cette diminution de valeur est d'une importance suffisante, augmenter ou réduire l'estimation de telle propriété à sa valeur réelle, établir la valeur locative de toute nouvelle construction.

Montant
des taxes
modifié.

Le montant des taxes municipales, scolaires, d'eau et d'affaires imposées sur cette propriété sont modifiées en conséquence, en tenant compte toutefois de la partie de l'année déjà écoulée, en ce sens que le propriétaire intéressé ne paiera sur cette augmentation de valeur et n'aura droit à une diminution de taxes sur la diminution de valeur que pour la proportion non encore écoulée de l'année en cours.

Homolo-
gation.

Toute telle modification du rôle est sujette à homologation par le conseil après avis de huit jours au propriétaire intéressé qui peut porter plainte et en appeler de la décision des estimateurs suivant la procédure indiquée dans la Loi des cités et villes."

S.R.,
c. 233,
a. 522,
rempl.
pour la
ville.

29. L'article 522 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"1^a. To decree that for the owner of a vacant lot, built upon or not, to allow branches, bushes and long weeds to grow there, or to leave thereon scrap iron, rubbish, refuse, paper or empty bottles, or to use such lot or a part of such lot or a structure erected thereon to keep animals or poultry, constitutes a nuisance, and to impose fines on persons who permit such nuisances to exist, and to prescribe appropriate measures to prevent the same."

Nuisances.

28. Section 500 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

S.R.,
c. 233,
s. 500,
replaced
for town.

"**500.** If, after the homologation of the valuation roll, any immovable property increases in value by reason of new constructions, additions or improvements, or of subdivision into building-lots in the case of lands under cultivation, or suffers a reduction in value whether by fire, demolition or any other cause, the council may, if it deems that such increase or reduction in value is of sufficient importance, increase or decrease the assessment of such property to its real value, and fix the rental value of any new construction.

Increasing
or re-
ducing
valuation.

The amount of municipal, school, water and business taxes imposed on such property shall be altered accordingly, taking into account, however, the portion of the year already expired, so that the proprietor concerned shall pay on such increase of value and shall have the right to a reduction of taxes on the decrease in value only for the unexpired period of the current year.

Amount
of taxes
amended.

Every such alteration in the roll shall be subject to homologation by the council after eight days' notice to the proprietor concerned who may file a complaint and appeal from the decision of the assessors according to the procedure indicated in the Cities and Towns Act."

Homolo-
gation.

29. Section 522 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

S.R.,
c. 233,
s. 522,
replaced
for town.

Terres en culture.

"522. Toute terre en culture ou affermée, ou servant de pâturage des animaux, de même que toute terre non défrichée ou terre à bois dans les limites de la municipalité, est taxée à un montant n'excédant pas un pour cent de l'évaluation municipale, comprenant toutes les taxes, tant générales que spéciales.

Évaluation.

Telle terre ne peut être évaluée à plus de cinquante dollars l'arpent si elle a une superficie de dix arpents ou plus. Cette évaluation comprend la maison qui sert à l'habitation du cultivateur dont la valeur n'excède pas dix mille dollars, ainsi que les granges, écuries et autres bâtiments servant à l'exploitation de ladite terre.

Addition au rôle.

Le conseil peut faire ajouter sur le rôle d'évaluation, en tout temps, par les estimateurs en office, sur estimation par eux faite, toute partie de telle terre qui en a été détachée comme lot à bâtir et est devenue ainsi sujette à la taxe après la clôture du rôle d'évaluation et exiger la taxe comme sur tous les autres terrains entrés au rôle."

S.R., c. 233, a. 526a, aj. pour la ville.

30. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 526, le suivant:

Taxe de vente autorisée.

"526a. Le conseil de la ville d'Anjou peut, par résolution, imposer et prélever à compter du premier mai 1956 inclusivement, ou à toute autre date ultérieure, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite "taxe de vente", n'excédant pas deux pour cent, de même nature et sujette aux mêmes exemptions que la taxe perçue par la province et conforme aux dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88, et ses amendements), sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconques y compris le gaz et l'électricité utilisée pour l'éclairage, la force motrice, ou la chaleur et le service de téléphone vendus ou achetés dans les limites actuelles de la ville d'Anjou.

Perception.

Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes

"522. All land under cultivation or farmed or used as pasture for cattle, as well as all uncleared land or wood lots within the municipality, shall be taxed to an amount of not more than one per cent of the municipal valuation, including all taxes, both general and special.

Farm lands.

Such land cannot be valued at more than fifty dollars per arpent if it has an area of ten arpents or more. Such valuation shall include the house used as a farmer's dwelling, the value whereof not exceeding ten thousand dollars, as well as the barns, stables and other buildings used in connection with the said land.

Valuation.

The council may cause to be added to the valuation roll, from time to time, by the assessors in office, on the valuation by them made, any portion of such land which has been detached therefrom as a building lot and shall thus have become liable to taxation after the closing of the valuation roll, and may exact the said tax as upon all other lots entered on the roll."

Addition to roll.

30. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 526, the following:

R.S., c. 233, s. 526a, added for town.

"526a. The council of the town of Anjou may, by resolution, impose and levy, from the first of May, 1956, inclusive, or at any other later date, in addition to any other tax, a special tax called "sales tax", not exceeding two per cent, of the same kind, subject to the same exemptions as the tax collected by the Province and in accordance with the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88, and its amendments), on the retail sale or purchase price of all moveables, moveable effects, merchandise and articles of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service sold or purchased within the present limits of the town of Anjou.

Sales tax authorized.

The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same

Collection.

sanctions que la taxe perçue en vertu de l'article 4 de ladite Loi de l'impôt sur la vente en détail.

Conven-
tions.

Le conseil de la ville est autorisé à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de la taxe dont l'imposition est permise par le présent article.

Stipula-
tion.

Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier de la ville d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de ladite Loi de l'impôt sur la vente en détail.

Droits
transférés.

Ces conventions pourront autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits du conseil de la ville d'Anjou concernant la perception de la taxe de vente ci-dessus et les poursuites pour infraction au présent article."

S.R.,
c. 233,
a. 528a,
aj. pour
la ville.

31. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 528, le suivant:

Taxe sur
phono-
graphes.

"**528a.** La ville aura droit d'imposer une taxe ou licence n'excédant pas deux cents dollars sous forme de permis annuel ou autrement, percevable du propriétaire locataire ou exploitant, sur tout ou un genre quelconque de phonographes dont l'usage est autorisé par la loi et fonctionnant au moyen de pièce de monnaie."

S.R.,
c. 233,
a. 581a,
aj. pour
la ville.

32. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 581, le suivant:

Travaux
perma-
nents.

"**581a.** Sur requête signée par le ou les propriétaires représentant au moins les deux tiers des terrains longeant une rue ou une ruelle ou une partie de rue ou de ruelle, et approuvée par le ministre des affaires municipales, la ville est autorisée à faire, sur sa propriété, tous les travaux permanents tels que trottoirs, égouts, pavages, chaînes, aqueducs et systèmes d'éclairage, et leurs raccordements et d'autres travaux dits permanents et à emprunter, au besoin les sommes d'argent nécessaires à ces fins.

Calcul.

Pour le calcul des deux tiers des propriétés longeant une rue ou une ruelle, comme susdit, la partie exemptée des lots angulaires n'a pas d'effet à l'encontre de cette requête.

sanctions as the tax levied under section 4 of the said Retail Sales Tax Act.

The town council is authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this section.

Agree-
ments.

Such agreements may stipulate that the treasurer of the town shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act.

Stipula-
tion.

Such agreements may authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the town council of Anjou respecting the collection of the sales tax aforesaid and actions for infringement of this section."

Rights
trans-
ferred.

31. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 528, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 528a,
added
for town.

"**528a.** The town shall have the right to impose a tax or license not exceeding two hundred dollars in the form of an annual permit or otherwise, to be collected from the owner, tenant or operator, on all or any kind of phonographs, the use of which is authorized by law, and operating by means of coins or counters."

Tax on
phono-
graphs.

32. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after section 581, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 581a,
added
for town.

"**581a.** Upon petition signed by a proprietor or proprietors representing at least two-thirds of the land bordering on a street or lane or part of a street or of a lane, and approved by the Minister of Municipal Affairs, the town is authorized to execute, on its property, all permanent works, such as sidewalks, sewers, pavings, street curbs, aqueducts and lighting systems and their connections, and other so called permanent works, and to borrow, if need be, the amounts required for such purposes.

Perma-
nent
works.

In calculating the two-thirds of the property bordering a street or a lane as aforesaid, the exempted part of corner lots shall not operate against such petition.

Calcula-
tion.

Cotisation spéciale.	Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement, ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas, pour la préparation des règlements, et la négociation des emprunts, sont défrayés au moyen d'une cotisation spéciale, sur les propriétaires intéressés, en proportion de l'étendue de front de leurs propriétés ou leur évaluation, conformément aux règlements de la ville et aux termes de l'article 583 de la présente loi et, à cette fin, la ville est autorisée à emprunter tout l'argent nécessaire pour payer ces travaux.	The cost of such works and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursements incurred in such case in the preparation of the by-laws and the negotiation of the loans, shall be paid by a special assessment on the interested proprietors, in proportion to the frontage or valuation of their properties, in conformity with the by-laws of the town and the terms of section 583 of this act, and for such purpose, the town is authorized to borrow all the necessary money to pay for all such works.	Special assessment.
Terme des emprunts.	Les termes de chacun de ces emprunts ne doivent pas excéder celui d'une cotisation spéciale prélevés pour les travaux qui font l'objet de cet emprunt, et l'intérêt ne doit pas excéder six pour cent par année.	The term of each of such loans shall not exceed that of a special assessment made for the works for which such loan is made and the interest shall not exceed six per cent per annum.	Term of loans.
Approbation.	Ces emprunts doivent être ordonnés par règlement du conseil de la ville, mais sans être soumis à l'approbation des contribuables, comme l'exigent les articles 581 et suivants de ladite Loi des cités et villes, mais ils doivent être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.	Such loans shall be ordered by by-law of the town council but without being subject to the approval of the rate-payers, as required by sections 581 and following of the said Cities and Towns Act, but they shall be approved by the Lieutenant-Governor in Council.	Approval.
Obligations.	Ils doivent être faits au moyen d'une émission d'obligations (débentures), émises conformément aux dispositions de la charte de la ville, ou, à défaut de dispositions à ce sujet dans la charte conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes.	They shall be made by means of an issue of debentures issued in accordance with the provisions of the charter of the town, or in the absence of provisions on the subject in the charter, in accordance with the provisions of the Cities and Towns Act.	Debentures.
Déclaration de l'ingénieur.	Tout règlement ordonnant un semblable emprunt doit dans chaque cas, spécifier clairement l'objet de cet emprunt et aucun règlement de cette nature n'est adopté par le conseil de ville, sans qu'il n'ait été obtenu de l'ingénieur de la ville une déclaration écrite, sous serment d'office, attestant le coût total des travaux nécessitant tel emprunt, et que les travaux ont été complètement exécutés.	Any by-law ordering such loan shall, in each case, clearly specify the object of such loan, and no by-law of this nature shall be adopted by the town council unless a written declaration has been obtained from the town engineer under his oath of office, attesting the total cost of the works for which such loan is required, and that the works have been entirely executed.	Declaration of engineer.
Fonds d'amortissement.	La cotisation spéciale, prélevée sur les propriétaires intéressés pour les travaux permanents faits en vertu de cet article, constitue un fonds d'amortissement qui doit être exclusivement appliqué au paiement de l'intérêt sur les obligations émises pour le paiement de ces travaux, et au rachat de ces obligations, à leur échéance, et ces intérêts et fonds d'amortissement resteront néanmoins une charge sur le fonds général de la ville.	The special assessment, collected from the interested proprietors for permanent works carried out under this section, shall constitute a sinking-fund to be applied exclusively to paying the interest on the debentures issued for the payment of such works, and to redeem such debentures at maturity, and such interest and sinking-fund shall nevertheless remain a charge against the general funds of the town.	Sinking-fund.

Emprunt
aux ban-
ques.

La ville est autorisée à emprunter d'une banque les deniers nécessaires à l'exécution de ces travaux. Cet emprunt doit être remboursés à la banque avec le produit de la vente desdites obligations.

Délai.

Ces emprunts et la négociation de ces bons ou obligations doivent être faits dans l'année suivant le parachèvement de ces travaux; toutefois le délai pour la négociation des obligations pourra être prolongé avec l'autorisation de la Commission municipale de Québec."

The town is authorized to borrow from a bank the necessary money for the execution of such works. Such loan shall be reimbursed to the bank out of the proceeds of the sale of the said debentures.

Borrow-
ing from
bank.

Such loans and the negotiation of such bonds or debentures shall be made within the year following the completion of the works; however the delay for the negotiation of the debentures may be extended with the authorization of the Quebec Municipal Commission."

Delay.

S.R.,
c. 233,
a. 585a,
aj. pour
la ville.

33. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 585, l'article suivant:

33. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 585, the following section:

R.S.,
c. 233,
s. 585a,
added
for town.

Travaux
d'aqueduc
et
d'égouts.

"**585a.** Le conseil peut décréter par règlement approuvé par les électeurs propriétaires de la ville de la façon prévue au deuxième alinéa du paragraphe 1^o de l'article 426 de la présente loi, et par le ministre des affaires municipales sur la recommandation de la Commission municipale de Québec, les travaux d'aqueduc et d'égouts nécessaires au développement général de la ville sur certaines rues quoique la majorité des propriétaires qui en bénéficieront n'en ait pas un besoin immédiat.

"**585a.** The council may order, by by-law, approved by the town electors who are property-owners in the manner provided for in the second paragraph of paragraph 1 of section 426 of this act, and by the Minister of Municipal Affairs, upon recommendation of the Quebec Municipal Commission, the works for the waterworks and sewerage systems required for the general development of the town on certain streets, although a majority of the owners who are to benefit thereby have no immediate need thereof.

Works for
water-
works and
sewers.

Cotisa-
tion.

Le coût de ses travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas, pour la préparation du règlement et la négociation de l'emprunt, sont défrayés au moyen d'une cotisation basée sur l'évaluation de tous les immeubles taxables de la ville.

The cost of such works and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursements incurred in such case in the preparation of the by-law and the negotiation of the loan, shall be paid by an assessment based upon the valuation of all the taxable immoveables of the town.

Assess-
ment.

Taxe
d'usager.

Ce règlement doit décréter que le coût ou partie du coût de ces travaux est chargé aux propriétaires qui en bénéficieront et sera payable par chacun d'eux, dès qu'ils commenceront à faire usage desdits services d'aqueduc et d'égouts, au moyen d'une taxe spéciale imposée sur leurs immeubles, à raison de l'évaluation d'iceux ou autrement. Cette taxe portera intérêt à compter de l'usage que chacun fera desdits services, sera divisée en vingt versements égaux et sera prélevée pendant vingt années consécutives.

Such by-law shall order that the cost or part of the cost for such works is charged to the owners who are to benefit thereby and shall be payable by each of them, as soon as they start to avail themselves of the waterworks and sewerage systems, by means of a special tax imposed on their immoveables, in proportion to the valuation thereof or otherwise. Such tax shall bear interest as from the use being made of such services by each owner, shall be divided into twenty equal payments and shall be levied during twenty consecutive years.

Tax on
users.

Rôle de
percep-
tion.

Dès la fin des travaux, un rôle de perception devra être fait selon la loi quant

Upon the completion of the works a collection roll shall be made according

Collection
roll.

à sa confection, son approbation et sa contestation, s'il y a lieu, démontrant la partie de cette taxe imposée sur les immeubles des propriétaires qui bénéficieront desdits travaux lorsqu'ils en feront usage.

Entrée au rôle.

Cette taxe, imposée sur les immeubles qui bénéficieront desdits travaux et qui deviendra échue en vingt versements, tel que susdit, devra être entrée au rôle de perception ordinaire, chaque année, dès que les propriétaires de ces immeubles commenceront à se servir desdits services.

Fonds d'amortissement.

Cette taxe spéciale, dès que perçue, devra être versée au fonds d'amortissement servant à payer les remboursements annuels des emprunts payables par les propriétaires de tous les immeubles imposables de la ville."

S.R., c. 233, aa. 604a-604e, aj. pour la ville.

34. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 604, le paragraphe et les articles suivants:

"§ 28a.—Du fonds de roulement

Fonds de roulement autorisé.

"604a. Dans le but de mettre à la disposition du conseil des deniers dont il peut avoir besoin soit pour rencontrer les dépenses de la ville, au cours d'un exercice, en attendant la perception des revenus du même exercice, soit pour défrayer le coût de certains travaux d'utilité publique, qui ne sont pas de simple entretien ou de certains achats non d'usage courant, entraînant un déboursé qui n'est pas suffisamment élevé pour justifier un emprunt à long terme, le conseil peut constituer, par règlement, un fonds connu sous le nom de "fonds de roulement".

Capital.

"604b. Le capital de ce fonds n'excède pas vingt-cinq mille dollars et est constituée, pour débiter, par le produit d'un emprunt d'égal montant.

Emprunt.

"604c. La ville est autorisée à emprunter une somme de vingt-cinq mille dollars, remboursable dans une période de quinze ans, en suivant les formalités requises par la loi pour tout règlement décrétant un emprunt, sauf que l'approbation

to law as to its making, approval and contestation, if need be, establishing the portion of such tax imposed on the immoveables of the owners who will benefit by such works when they start making use thereof.

Such tax, imposed on the immoveables benefiting by such said works and which shall become due in twenty payments, as aforesaid, shall be entered in the ordinary collection roll, each year, as soon as the owners of such immoveables start using such services.

Entry in roll.

Such special tax, as soon as collected, shall be paid into the sinking-fund applied to the payment of the annual reimbursements of the loans payable by the owners of all the taxable immoveables of the town."

Sinking-fund.

34. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 604 thereof, the following paragraph and sections:

R.S., c. 233, ss. 604a-604e, added for town.

"§ 28a.—Working-fund

"604a. With a view to placing at the disposal of the council the money it may need either to meet the expenses of the town during a fiscal year, pending the receipt of revenues of the same fiscal year, or to pay the cost of certain public utility works which are not matters of mere maintenance, or of certain purchases not usually made and which are not so costly as to justify a long term loan, the council may, by by-law, constitute a fund known as the "working-fund".

Working-fund authorized.

"604b. The capital of such fund shall not exceed twenty-five thousand dollars and shall be constituted, at the beginning, by the proceeds of a loan of an equal amount.

Capital.

"604c. The town is authorized to borrow a sum of twenty-five thousand dollars repayable in a period of fifteen years in accordance with the formalities prescribed by law for any loan by-law, except that the approval of the municipal electors who

Loan.

des électeurs municipaux, propriétaires d'immeubles imposables, n'est pas requise.

are owners of taxable immoveable property shall not be required.

Emprunts
de ce
fonds.

"604d. Le conseil peut, par résolution, emprunter de ce fonds les deniers dont il peut avoir besoin pour les fins mentionnées à l'article 604a ci-dessus. Aucun de ces emprunts ne devra être fait pour un terme excédant cinq ans. Cependant les emprunts contractés en attendant la perception des revenus devront être remboursés dans les douze mois de la date de leur approbation. La résolution autorisant l'emprunt indiquera de quelle manière se fera le remboursement et advenant que les revenus généraux seraient insuffisants pour parfaire ce remboursement, une taxe spéciale devra être imposée à un taux suffisant pour rencontrer les échéances annuelles. Lesdits emprunts, pour être valables, sont sujets à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec.

"604d. The council may, by resolution, borrow from such fund the moneys it may need for the purposes contemplated in the foregoing section 604a. No such loan shall be for a term exceeding five years. Nevertheless the loans contracted pending the collection of revenues shall by repaid within twelve months from the date of their approval. The resolution authorizing the loan shall determine how it shall be repaid, and if the general revenues should be insufficient to effect such repayment, a special tax shall be imposed at a rate sufficient to meet the sums falling due each year. To be valid, the said loans shall be subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission.

Borrow-
ing from
such fund.

Place-
ment.

"604e. Le conseil peut affecter les deniers liquides de ce fonds pour acheter des obligations du Canada ou de la province de Québec qui resteront à l'actif dudit fonds."

"604e. The council may appropriate the liquid moneys of such fund to purchase bonds of Canada or of the Province of Quebec which shall remain credited to such fund."

Invest-
ment.

Adjudi-
cation
valant
titre.

35. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, il est, par les présentes, statué que l'adjudication faite par le secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté d'Hochelaga, en date du 14 mars 1946 des lots suivants: 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 34, 35, 36, 38, 39, 40, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 101, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 147, 148, 149, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 180, 181, 182, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 249, 250, 251, 252, 253, 293, 294, 295, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306,

35. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, it is hereby enacted that the adjudication made by the secretary-treasurer of the municipal council of the county of Hochelaga, on the 14th of March, 1946 of the following lots: 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 34, 35, 36, 38, 39, 40, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 101, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 147, 148, 149, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 180, 181, 182, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 249, 250, 251, 252, 253, 293, 294, 295, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304,

Adjudi-
cation
availing
title.

307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 326, 327, 328, 330, 331, 332, 333, 334, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 397, 398, 399, 439, 440, 441, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 537, 539, 541, 542, 543, 544, 545, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 581, 582, 609, 642, 646, 647, 648, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 663, 664, 665, de la subdivision du lot originaire numéro 423, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, vaudra titre pour conférer pleine et entière propriété des immeubles acquis lors de telle adjudication nonobstant l'erreur dans la désignation des personnes qui apparaissaient comme propriétaires de ces lots avant l'adjudication.

Droits,
etc., non
affectés.

Rien ne pourra affecter ou préjudicier les droits, privilèges et réclamations des autorités paroissiales, scolaires, provinciales ou fédérales, à raison de taxes, répartitions ou cotisations pouvant affecter ces immeubles.

Terrains
déclarés
propriété
de la ville.

36. Les terrains suivants apparaissant comme chemins publics, rues ou ruelles aux plans et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe, situés dans les limites de la municipalité, sont déclarés être la propriété de la ville, vu que tels chemins publics, rues ou ruelles n'ont jamais été ouverts ou tracés:

a) 428-1, 20, 40, 64, 65, 73 et 85;

b) 427-1, 15, 30, 58, 59, 65, 69, 77, 91, 105, 136, 140, 141, 156, 160, 168, 183, 198, 230, 234, 235, 262, 266, 274, 301, 328, 372, 376, 377, 395, 399, 407, 425, 443, 478, 479, 483, 501, 505, 513, 531, 549, 584, 588, 589, 609, 611, 619, 633, 647, 648, 676 et 677.

Ferme-
ture de
rues, etc.

La ville peut fermer ces chemins publics, rues et ruelles et consentir à toutes personnes ou corporations un titre valide

305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 326, 327, 328, 330, 331, 332, 333, 334, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 397, 398, 399, 439, 440, 441, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 537, 539, 541, 542, 543, 544, 545, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 581, 582, 609, 642, 646, 647, 648, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 663, 664, 665 of the subdivision of the original lot number 423 of the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe shall avail as a title conferring full and complete ownership of the immoveables acquired by such adjudication, notwithstanding the faulty designation of the persons who appeared as proprietors of such lots before the adjudication.

Nothing shall affect or be prejudicial to the rights, privileges and claims of parochial, school, provincial or federal authorities, with respect to any taxes, apportionments or assessments which may affect such immoveables.

Rights,
etc., not
affected.

36. The following lots entered as public roads, streets or lanes in the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, situated within the limits of the municipality, are declared to be the property of the town, as such public roads, streets or lanes have never been opened or laid out:

Lots
declared
property
of the
town.

a. 428-1, 20, 40, 64, 65, 73 and 85;

b. 427-1, 15, 30, 58, 59, 65, 69, 77, 91, 105, 136, 140, 141, 156, 160, 168, 183, 198, 230, 234, 235, 262, 266, 274, 301, 328, 372, 376, 377, 395, 399, 407, 425, 443, 478, 479, 483, 501, 505, 513, 531, 549, 584, 588, 589, 609, 611, 619, 633, 647, 648, 676 and 677.

The town may close such public roads, streets and lanes and grant to any person or corporation a valid title to such land

Closing
of streets,
etc.

à ces terrains en échange d'autres terrains destinés à servir de chemins publics, rues ou ruelles.

in exchange for other land to be used as public roads, streets or lanes.

Conven-
tions va-
lidées.

37. Les conventions intervenues devant Me L. Auguste Marchessault, N.P., le vingt et unième jour de novembre 1955, sous les numéros 12,800 et 12,801 de ses minutes, entre la cité de Montréal et la corporation de la paroisse Saint-Léonard-de-Port-Maurice, relativement à la fourniture des services d'aqueduc et d'égouts, sont confirmées et ratifiées à toutes fins que de droit, et déclarées valides et obligatoires pour la ville d'Anjou et la cité de Montréal, et lient les parties.

37. The agreements made before L. Auguste Marchessault, notary public, on the twenty-first day of November, 1955, under numbers 12,800 and 12,801 of his minutes, between the city of Montreal and the corporation of the parish of Saint-Léonard-de-Port-Maurice, respecting the supplying of waterworks and sewers, are confirmed and ratified for all legal purposes and declared to be valid and binding upon the town of Anjou and the city of Montreal and shall bind the parties. Agree-
ments
validated.

Pouvoir
accordé.

38. La ville est autorisée à passer tout contrat et tout règlement et à imposer toute taxe requise pour donner suite à une ordonnance de la Régie des services publics rendue le 22 juillet 1955, dans une cause portant le numéro 5,414 entre la corporation de la paroisse Saint-Léonard-de-Port-Maurice et la cité de Montréal et pour remplir les obligations découlant des contrats mentionnés à l'article précédent.

38. The town is authorized to make any contract and any by-law and to impose any tax required to give effect to an order of the Public Service Board rendered on the 22nd of July, 1955, in a case bearing number 5,414 between the corporation of the parish of Saint-Léonard-de-Port-Maurice and the city of Montreal and to perform the obligations resulting from the contracts mentioned in the foregoing section. Power
granted.

Règle-
ment
validé.

39. La présente loi valide, confirme et ratifie, à toutes fins que de droit, le règlement d'emprunt numéro 42 passé les 6 et 19 septembre 1955, par le conseil de la corporation de la paroisse Saint-Léonard-de-Port-Maurice, pour la construction d'un réseau d'aqueduc et d'un système d'égouts sur les rues Azilda et Baldwin et rues transversales, le tout en conformité d'une ordonnance de la Régie des services publics rendue le 22 juillet 1955.

39. This act validates, confirms and ratifies, for all legal purposes, loan by-law number 42 passed on the 6th and 19th of September, 1955, by the council of the corporation of the parish of Saint-Léonard-de-Port-Maurice, for the construction of waterworks and sewers on Azilda and Baldwin streets and on the side streets, the whole in conformity with an order of the Public Service Board rendered on the 22nd of July, 1955. By-law
validated.

Entrée en
vigueur.

40. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

40. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.